

# Farébersviller : l'Allemagne est sur les rangs



**Ce devait être le grand projet commercial de Moselle-Est. Grand Fare pourrait ne plus voir le jour en Lorraine.**

Battu en brèche par les associations de commerçants de Moselle-Est, rejeté par la Commission nationale d'aménagement commercial (Cnac), le projet de complexe commercial (Grand Fare : 900 emplois) a-t-il encore un avenir à Farébersviller ? Le promoteur, Codic, se tâte. D'autant qu'une société allemande lui aurait fait du pied et serait preneuse d'un équipement similaire à Zweibrücken, à une bonne soixantaine de kilomètres de Forbach.

Aujourd'hui, Stéphane Coti, directeur commercial de Codic, qui porte le projet Grand Fare, s'interroge, donc : « *Le problème en Lorraine, c'est que tous les matins, les gens s'habituent à leur misère, sortent un mouchoir en papier quand ils perdent 50 emplois. Mais moi, je ne vais pas me battre tout seul contre le monde entier.* »

Début juillet, au lendemain du « non » opposé par la Cnac à Grand Fare, Vincent Xolin, directeur du développement chez Codic France, affirmait que sa société ne ferait pas marche arrière. « *Cela fait sept ans que nous travaillons sur ce projet ; on a déjà investi 1 M€. On ne va pas caler devant le premier obstacle* », clamait-il. Deux mois plus tard, revirement... Codic n'envisage plus de représenter son projet à l'identique dans un an. La solution serait de sortir, dans un délai plus court, un projet rectifié. Une option coûteuse : 800 000 € à 1 M€. Avec un risque : se faire une nouvelle fois recaler.

Alors, une autre alternative a vu le jour. Faire le projet, hors des frontières. « *Une société privée qui a fait des études pour un centre commercial qui s'est construit en Allemagne, près de Strasbourg, nous a contactés pour un projet à Zweibrücken. Or, on sait que cette ville veut agrandir sa zone près de l'aéroport. Là-bas, comme d'autres l'ont constaté sur le secteur d'Esch-sur-Alzette, on gagne deux ans par rapport à la France, et aussi des taxes...* »

Vraie info ou chantage ? « *Ce n'est pas de l'intox. Nous, on vient avec des fonds privés, on ne demande pas d'argent public. Si on ne veut pas de nous, on ira ailleurs* », prévient Stéphane Coti. Une menace prise au sérieux par le maire de Farébersviller, Laurent Kleinhentz, outré de l'immobilisme général autour du dossier. « *Que les politiques, les associations corporatistes ouvrent enfin les yeux sur les enjeux de Grand Fare !* », déclarait-il la semaine dernière.

**Cécile CHAMBRU.**